

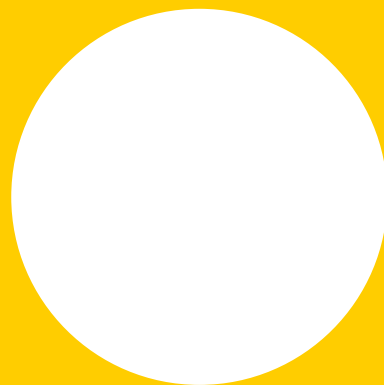


Rapport RSE

**Responsabilité sociétale de
l'entreprise**

Bpifrance SA

2017



INTRODUCTION

Le présent rapport RSE s'inscrit dans une démarche volontaire d'information de ses parties prenantes ; le périmètre couvert est constitué de Bpifrance et de ses filiales métiers directement ou indirectement contrôlées par Bpifrance : Bpifrance Financement, Bpifrance Investissement, Bpifrance Participations, Bpifrance Régions et Bpifrance Assurance Export.

Des précisions sont apportées, en tant que de besoin, à certaines informations ou indicateurs communiqués, lorsqu'ils concernent un périmètre différent ou comportent des spécificités.

3.3.7.1 La stratégie de Responsabilité sociétale du Groupe Bpifrance

Bpifrance s'est fixé quatre priorités, qui constituent le pivot de son engagement : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique et repose sur la conviction, confirmée par les études les plus récentes, que la performance RSE crée de la valeur¹.

La responsabilité sociétale de Bpifrance réside, par priorité, dans l'efficacité de son action pour créer et maintenir une croissance durable des entreprises, pérenne et créatrice de valeur économique .

Bpifrance met au service de cette ambition, depuis sa création, le déploiement d'un accompagnement des besoins financiers des entreprises et des entrepreneurs, à tous les stades de leur développement ; et en démultipliant l'effet de ses interventions dans son fonctionnement d'établissement de place.

Conscient, par son implication étroite avec les entrepreneurs, de leurs besoins complémentaires, Bpifrance a développé une offre complémentaire d'accompagnement, pour apporter aux entrepreneurs conseil, formation, et mise en relation, en prenant en compte les grands enjeux de leur responsabilité sociétale comme l'emploi, la transition énergétique, le changement climatique, l'innovation, le dynamisme des territoires, le numérique.

Bpifrance, soucieux de l'exercice de ses activités dans une dynamique de croissance responsable des entreprises, prend soin également de les exercer en toute transparence et responsabilité, dans le respect et le développement des compétences de ses collaborateurs, et la maîtrise de ses impacts.

Cette implication, l'organisation et les soutiens apportés par Bpifrance ont un impact positif sur la croissance des effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale² et répondent de façon satisfaisante aux attentes de ses clients et partenaires : Bpifrance a conduit, avec l'appui de d'institut indépendant, une enquête de satisfaction auprès de ses clients et partenaires (entreprises financées, investies ou accompagnées, banques, sociétés de gestion, régions)³.

¹ Une étude publiée par France Stratégie en novembre 2014 examine le lien entre la RSE et la performance économique sur environ 8 500 entreprises françaises, incluant les PME, et chiffre à 13 % le bonus de compétitivité qu'enregistrent en moyenne les entreprises ayant adopté une démarche RSE.

² Etude d'évaluation 2017 des actions de Bpifrance (sur données 2016)

³ Enquête 2017 menée auprès de plus de 1600 clients entreprises et de 160 partenaires

En 2017, la satisfaction globale des entreprises clientes est en hausse pour la troisième année consécutive. Nos clients ont aussi réaffirmé leur confiance envers Bpifrance et la grande majorité d'entre eux sont prêts à nous recommander aux autres entreprises. Notre proximité, la qualité de nos interlocuteurs et notre capacité d'accompagnement et de conseil ont particulièrement été appréciés et ont grandement contribué à leur satisfaction. Les résultats ont été collectés de façon anonyme et indépendante, ils permettront suivre les attentes de nos clients, d'élaborer des plans d'actions pour améliorer encore leur satisfaction, et de conforter les orientations stratégiques de Bpifrance. ».

3.3.7.2 Gouvernance et organisation du Groupe Bpifrance

Bpifrance contrôle, directement ou indirectement, depuis le 12 juillet 2013, la totalité des structures sociales du Groupe qui exercent les métiers du financement et de l'investissement ; l'activité de gestion des garanties publiques à l'exportation au nom, pour le compte et sous le contrôle de l'Etat en vertu de l'art L 432-2 du code des assurances, est en outre exercée depuis le 1^{er} janvier 2017 par Bpifrance Assurance Export, filiale de Bpifrance SA.

Le conseil d'administration de Bpifrance est composé à parité d'hommes et de femmes, représentant les parties prenantes majeures du groupe Bpifrance ; il est composé de représentants des actionnaires, (l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations), et des Régions, de trois personnalités qualifiées (deux chefs d'entreprises et le Directeur général, Nicolas Dufourcq), ainsi que de deux administrateurs salariés du groupe Bpifrance.

Le Comité d'Audit et des Risques et le Comité des nominations et rémunérations (le « CNR ») complètent ce dispositif, qui assure la transparence des décisions et le respect de la réglementation.

Le tableau ci-après résume, pour chaque société contrôlée par Bpifrance, les modes de gouvernance en vigueur.

Modes de gouvernance									
Dénomination	Forme sociale	Instances de direction	Représentant légal	Nombre	Nombre Administrateurs majoritaires	Nombre personnes qualifiées	Adm salariés	Comités spécialisés	Parité
Bpifrance SA	SA	CA	Présidence et DG dissociées	15	8	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR)	oui
Bpifrance Financement ⁴	SA	CA	PDG	11	6	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comité des nominations et rémunérations (CNR) ; comités métiers Financement-Garantie et Innovation	non
Bpifrance Investissement	SA S	CA	Président	10	6	3	0	CNR	non
Bpifrance Participations	SA	CA	PDG	10	6	3	0	Comité d'Audit et des Risques ; Comité d'investissement	non
Bpifrance Assurance Export	SA S								
Bpifrance Régions	SA	CA	Présidence et DG dissociées	13		0	0		non

Les règlements intérieurs des conseils d'administration de Bpifrance, Bpifrance Financement, Bpifrance Participations et Bpifrance Investissement précisent le fonctionnement et les prérogatives de chacun de ces conseils d'administration, ainsi que ceux des comités, et comportent une charte d'administrateur, qui définit les devoirs des administrateurs en matière notamment d'assiduité, de confidentialité, et de déontologie.

Le Comité National et les Comités Régionaux d'Orientation, qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance, sont régulièrement réunis et informés des actions déployées

⁴ Les administrateurs représentant les actionnaires minoritaires et le Président Directeur Général ont été classés dans les personnalités qualifiées

sur les territoires et par les métiers, en cohérence avec les missions d'intérêt général dévolues à Bpifrance et les orientations de son plan stratégique.

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par Bpifrance et ses filiales, de leurs obligations réglementaires. Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre d'une charte de déontologie commune dont chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance et à s'engager à exercer ses activités en se conformant strictement à ses dispositions.

Bpifrance inscrit son action à la croisée de l'intérêt général et du marché, en accompagnant les entreprises françaises suivant des valeurs qui guident son action : la Proximité, la Simplicité, la Volonté, et l'Optimisme.

Les collaborateurs doivent exercer leurs activités en faisant part de loyauté, intégrité, professionnalisme et honnêteté, et des dispositifs sont mis en place pour définir et encadrer ces modalités :

- Déontologie : les codes validés fin 2017 actualisent les chartes des métiers Financement et Investissement; ils définissent les règles applicables en matière de bonne conduite, de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment des capitaux et le terrorisme, de protection des données à caractère personnel, de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, de conflits d'intérêts, d'indépendance et impartialité de Bpifrance à l'égard des tiers et relations d'affaires, de cadeaux d'affaires et invitations, d'usage du droit d'alerte;
 - Formation : la formation à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, réalisée en e-learning par 1609 collaborateurs en 2017 ;
 - Un dispositif de délégations de décision structuré, par filières et niveau de risques, et des outils d'aide à la décision, propres à renforcer la confiance des entrepreneurs et de l'ensemble des parties prenantes de la banque.

La création d'une fonction Achats vise à renforcer leur transparence, faciliter l'homogénéité des processus, évaluer les fournisseurs et prestataires, et assurer le suivi des dispositifs de lutte contre la corruption en application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite Sapin II, en appliquant les principes de :

- Equité dans la concurrence (au moment de la consultation et du choix final) ;
- Absence de conflits d'intérêts ;
- Respect des procédures applicables en matière de cadeaux, marques d'hospitalité et autres avantages ;
- Confidentialité des échanges ainsi que la traçabilité et l'archivage de l'ensemble du processus achat.

A NOTER : une annexe « bonnes pratiques » à l'usage des acheteurs, qui les invite à évaluer la responsabilité sociale des fournisseurs, sur les trois piliers : environnement, social, gouvernance.

3.3.7.3 La déclinaison de la stratégie RSE dans les métiers

Toutes les équipes de Bpifrance se sont mobilisées, au siège comme en régions, dans le réseau, pour mieux encore soutenir et accompagner les entreprises dans leurs besoins et leur croissance, en France comme à l'international, pour développer l'emploi, soutenir la transition écologique et énergétique, promouvoir la qualité de la gouvernance et du management et l'entrepreneuriat féminin

L'organisation interne de Bpifrance et la structuration de toute son offre sont définies pour servir au mieux ses objectifs de dynamiser la croissance durable des entreprises et les compétences et la confiance des entrepreneurs.

Organisation

L'organisation décentralisée est structurée autour de 48 implantations implantées sur l'ensemble du territoire et les départements d'outre mer, dont 46 accueillent les activités des équipes en charge de l'étude et de la mise en place des dossiers de financement et d'aide à l'innovation, majoritairement décidées en région ; selon la taille des implantations, des équipes dédiées à l'étude et la décision de garantie des partenaires, un interlocuteur de l'activité fonds propres, un correspondant Business France sont également à la disposition des entrepreneurs, qui disposent ainsi d'interlocuteurs de proximité sur l'ensemble des métiers.

La démarche d'amélioration continue, engagée en 2014, a pour objectifs de fluidifier les processus et fonctionnements internes, et de lancer de nouveaux modes de management des équipes ; son déploiement s'est poursuivi, en 2017, dans les directions de fonctions transverses (ex : comptabilités, contentieux, support immobilier et équipement) et dans des directions métiers de l'Investissement.

Le programme de transformation digitale lancé en février 2016 contribue aux mêmes objectifs d'amélioration des conditions d'exercice des métiers et d'optimisation de la relation avec les clients, avec par exemple les évolutions de l'outil commun de centralisation et de partage de l'information client qui intègre la veille économique, quatre typologies de signature électronique.

Financement des entreprises

Le financement des entreprises première priorité de Bpifrance, a poursuivi sa croissance pour la cinquième année consécutive, dans tous les métiers ; cette croissance consacre la réussite de l'engagement de Bpifrance fondé sur les valeurs de proximité, simplicité, volonté, et optimisme pour toujours mieux accompagner les entreprises et répondre à leurs besoins.

Bpifrance a défini le financement de la Transition Ecologique et Energétique (TEE) comme l'un des engagements prioritaires de sa charte RSE. Déjà signataire de la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, les engagements de Montréal et de Paris et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency, Bpifrance s'est en outre engagé, en décembre 2017, comme investisseur public français, à mettre en œuvre six principes définis dans une charte commune avec la Caisse des dépôts, l'Agence Française de

Développement, le Fonds de Réserve pour les Retraites et l'Etablissement de retraite additionnelle de la Fonction Publique⁵.

Les enjeux de la TEE, ainsi que ceux liés à la gouvernance, à l'insertion dans le territoire, et à leur responsabilité sociale et sociétale sont abordés, en termes de risques et d'opportunités, dans les questions d'évaluation de la RSE des entreprises, obligatoirement au-delà de certains seuils, pour l'activité Financement.

Ces enjeux sont systématiquement examinés préalablement à toute décision d'investissement en fonds propres directs, et les due diligences sur les Fonds investis comportent un questionnaire sur leur politique RSE.

Les aspects environnementaux et sociaux font partie des critères de prise en garantie par Bpifrance Assurance Export de tous les projets d'assurance-crédit de plus de 10 M€ ou situés dans une zone sensible, ou les projets d'assurance investissement, en conformité avec la recommandation de l'OCDE sur des Approches Communes pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et le devoir de due diligence environnementale et sociale. Elle vise à s'assurer que les projets concernés respectent la réglementation locale du pays hôte et les standards internationaux pertinents, principalement ceux développés par la Banque Mondiale (WB) et la Société Financière Internationale (IFC).

Le niveau des interventions de Bpifrance en 2017 en faveur de programmes ou d'entreprises des secteurs de la TEE, a atteint un niveau sans précédent, de 1,2 milliard d'euros en financement (contre 1 milliard en 2016), essentiellement sous forme de prêts moyen-long terme, mais également de prêts sans garantie (Prêts Verts), et de prêts éco-énergie pour les TPE, multipliés par trois par rapport à 2016 avec un volume de 11,2 millions d'euros. Ces interventions en crédit sont complétées par les dispositifs de garanties des prêts bancaires, les aides et prêts à l'innovation, le soutien des besoins court terme des entreprises et l'investissement en fonds propres, en direct ou dans des fonds dédiés à l'investissement dans le secteur de la TEE.

Bpifrance a lancé en 2017 le fonds TIEE destiné aux investissements en fonds propres dans les PME et ETI ayant une activité significative dans le secteur de la Transition énergétique et écologique, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, et, d'une manière plus transverse, l'ensemble des solutions dédiées (distribution, collaboratif, digital, etc.) contribuant à la transition énergétique et écologique.

L'empreinte carbone, mesurée sur 19 sociétés cotées du portefeuille et une non cotée⁶, s'élève à 0,117teq CO₂ par millier d'euros investi.

Une formation en ligne, dédiée aux enjeux du changement climatique a été proposée en fin d'année à toutes les personnes physiques (collaborateurs de Bpifrance pour l'essentiel) qui représentent la banque dans les instances de gouvernance des entreprises investies.

Bpifrance est par ailleurs partenaire de CDC Biodiversité dans le cadre notamment du Programme Nature 2050 et membre du Club B4B+ (Club des entreprises pour une biodiversité positive).

⁵ <http://www.bpifrance.fr/Qui-sommes-nous/Developpement-Durable-RSE/Publications>

⁶ pour cette dernière (constructeur de véhicules automobiles), le calcul a été effectué au prorata de la part détenue par Bpifrance dans la holding non cotée sur les émissions publiées par la société détenue

Implication territoriale

Les partenariats avec les Régions autour de dispositifs communs constituent un axe majeur d'implication dans et avec les territoires, pour les entreprises ; en proposant à chaque Région des outils qui s'adaptent aux priorités de sa stratégie de développement économique et d'innovation, et qui répondent aux besoins des entreprises aux différents stades de leur développement, l'accès aux financements disponibles est simplifié pour celles-ci, tout en limitant le besoin de dotation publique.

Bpifrance a renforcé ses partenariats avec les nouvelles Régions en poursuivant le déploiement du nouveau modèle de Fonds Régional de Garantie (FRG 2), tenant compte du redécoupage territorial issu de la réforme de 2015, 6 nouvelles Régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Pays-de-la-Loire et Nouvelle-Aquitaine) ont opté pour la mise en place de ce dispositif en 2017. A fin 2017, ce sont 12 Régions métropolitaines qui ont opté pour la mise en place de ce nouveau dispositif qui permet d'augmenter la capacité d'engagement des fonds et de rentabiliser les ressources régionales en gestion plus efficiente⁷.

Neuf Régions se sont engagées avec Bpifrance sur un dispositif de prêts croissance spécialement dédiés aux très petites entreprises.

A fin 2017, les partenariats régionaux ont ainsi permis de mobiliser près de 1,2 milliard d'euros de financements au profit de plus de 2500 bénéficiaires, pour un montant de garanties délivrées supérieur à 300 M€.

Pour aider les entreprises de croissance à se déployer à l'international, un continuum de solutions est en place, pour les aider à prospecter les marchés, financer les ventes, le développement, sécuriser les projets, s'implanter sur des marchés.

Cinq missions export ont été réalisées avec Business France, qui ont emmené 67 entreprises dans des zones d'intérêt à l'étranger pour leurs activités.

L'activité d'Assurance Export intégrée à Bpifrance depuis le début de l'année 2017 a largement bénéficié⁸ aux PME (50% de l'assurance crédit et 60% de l'assurance change) et aux ETI (40% de ces deux interventions).

Croissance à l'international

Bpifrance a poursuivi et intensifié en 2017 ses actions pour la croissance des entreprises en Afrique, en renforçant les échanges entre entreprises françaises et africaines, sa gestion des fonds de fonds AVERROES Finances, la signature de partenariats (par exemple, de mise à disposition de la plateforme de e-learning de Bpifrance Université, de dispositifs favorisant la mise en relation d'entreprises via Euroquity).

⁷ La même évolution de périmètre a été proposée aux Régions pour les Fonds Régionaux d'Innovation 2 (FRI2). Elle permet de repositionner ces outils dans les priorités telles que définies par les Régions dans leurs Schémas Régionaux de Développement Économique et d'Innovation.

⁸ En nombre

L'accompagnement non financier des entrepreneurs

Dans la logique de la French Tech, la French Fab met en réseau les entreprises de « l'industrie du futur à la française » : industrielles ou de services à l'industrie, ambitieuses, « ouvertes au digital, aux technologies nouvelles, à l'économie verte et disposant d'une capacité de RÉINVENTION ».

L'accompagnement non financier vise à accélérer la croissance des PME, ETI et start-up, en développant un écosystème au service des entrepreneurs, avec une offre de formation, de conseil, et de mise en réseau, outre des programmes d'accélérateurs, lancés en 2015 pour des PME, et aujourd'hui enrichis pour des ETI, des start-up, ou déployés en collaboration avec certaines régions partenaires.

La montée en puissance des métiers de l'accompagnement non financier s'est largement confirmée en 2017, avec près de 7500 entreprises (contre 5500 en 2016) bénéficiaires d'une offre enrichie, toujours orientée sur le renforcement des potentiels de création de valeur pour les participants :

- La formation : en présentiel (25 formations pour les entreprises clientes, 17 séminaires dédiés aux entreprises des programmes Accélérateurs PME&ETI nationaux, régionaux et sectoriels⁹, 40 sessions Pitch&Win), ou en ligne (21 nouveaux modules ont été mis à disposition sur le site ouvert à tous sur simple inscription, 4 webinaires -dont 2 sur la RSE- mis en ligne, ainsi que 19 interviews)
- Le conseil : 1707 missions ont été menées sur 2017
- La mise en réseau, des start-up aux grands groupes, dans le cadre de 289 événements.

Enfin, 37 000 participants se sont inscrits à la 3ème édition de Bpifrance Inno Génération, le 12 octobre 2017 à Paris.

L'accompagnement des entreprises à la prise en compte d'enjeux sociétaux n'est pas oublié : outre l'intégration de la RSE dans les processus de décision, des actions sont menées :

- Pour les rapprocher des clubs sportifs en recherche de soutiens, via les partenariats sportifs : 41 sont ainsi conclus à ce jour, et un événement leur a été consacré en début d'année
- Le soutien d'initiatives telles que les Trophées Entreprises et Environnement, organisés par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, les « Deauville Green Awards », qui récompensent les productions audiovisuelles pour le développement durable et l'éco-innovation, le salon Prourable (avec un pavillon Start-up et deux tables rondes), Forum Reset à Marseille...,
- Un « apprentissage dating » organisé avec l'Association Nationale des Apprentis de France, le Commissariat général à l'égalité des territoires, IMPACT partenaires et Proactive Academy.

Bpifrance soutient et promeut l'entrepreneuriat féminin par des actions ciblées : un dossier complet sur son site, régulièrement actualisé¹⁰, le soutien d'Entrepreneuriat au Féminin/CPME et de ses Trophées, la promotion et le soutien d'événements et programmes au service de

⁹ Trois accélérateurs PME régionaux – un accélérateur HealthTech et un accélérateur de la filière aéronautique en partenariat avec le GIFAS

¹⁰ <http://www.bpifrance.fr/A-la-une/Dossiers/Entrepreneuriat-feminin/>

l'entrepreneuriat féminin, des publications sur ceux-ci, la diffusion de portraits de femmes entrepreneures.

La sensibilisation et la formation des équipes à la prise en compte de la RSE dans les processus de décision est réalisée par des formations en ligne, proposées aux collaborateurs de tous les métiers pour les accompagner dans cette démarche d'évaluation, et en présentiel aux nouveaux arrivants.

Les représentants de Bpifrance qui participent aux instances de gouvernance des entreprises investies en direct reçoivent une formation spécifique, qui intègre un volet sur la démarche de Responsabilité Sociétale de Bpifrance et ses objectifs, ainsi que les outils de déploiement, pour leur permettre de s'impliquer pleinement dans cette fonction.

Un partenariat a été conclu avec le Festival « le Temps presse » qui a pour objectif de mettre en valeur de jeunes réalisateurs actifs dans un cinéma responsable, à portée citoyenne et engagement social, environnemental et humain et de sensibiliser un large public et notamment les jeunes, dont les enfants et les étudiants, aux Objectifs de Développement Durable. Les trophées ont été décernés en fin d'année et cinq présentations conjointes de films, associant des entreprises clientes de Bpifrance, seront réalisées en région en 2018.

Bpifrance, créé pour « soutenir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie », remplit pleinement son rôle¹¹ :

Trois ans après la mise en place des concours¹², les entreprises soutenues par Bpifrance sont constatées comme plus résilientes que des entreprises similaires non soutenues

Les taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires et des effectifs pour les entreprises soutenues en phase de développement par Bpifrance, au cours des 3 années suivant la mise en place du soutien, sont plus élevés que ceux des entreprises non accompagnées.

¹¹ Données d'évaluation en 2017 des actions de Bpifrance, réalisée par la Direction de l'évaluation, des études et de la prospective

¹² Hors financement de la trésorerie

3.3.7.3 La responsabilité sociétale dans le Groupe Bpifrance

Ressources humaines

A fin 2017, le Groupe compte 2699 collaborateurs en activité en CDI¹³ représentant 2.607 équivalents temps plein ; cet effectif prend en compte 231 collaborateurs en CDI (227 ETP) de l'activité Assurance Export. A périmètre constant (Financement et Investissement), l'effectif est en augmentation de près de 5% par rapport à 2016.

Un évènement a réuni, en début d'année 2017, l'ensemble des collaborateurs, pour un bilan de l'année 2016, et pour accueillir les arrivants de l'activité Assurance Export.

L'effectif -à périmètre constant ou Assurance Export inclus- est constitué à 87% de cadres, dont 38% des collaborateurs Financement et Investissement exercent des fonctions de supports métiers¹⁴, et 62% des fonctions dites de « réseau », répartis sur 47 implantations en métropole, dont 3 outre-mer, confirmant la position de partenaire de proximité, au plus près des entreprises et de leur écosystème local.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de ressources humaines de Bpifrance en 2017 :

- Le niveau de recrutement est toujours soutenu, avec 276 recrutements en CDI sur les métiers du Financement et de l'Investissement et 8 sur l'activité Assurance Export ; 31% de ces nouveaux embauchés sont âgés de moins de 25 ans à leur date d'embauche, (contre 32% en 2016) ; le taux de renouvellement des CDI est supérieur à 10% sur les effectifs Financement, et proche de 20% sur l'Investissement ; l'âge moyen des collaborateurs se situe toujours à un peu plus de 42 ans.
- Une politique toujours active d'accompagnement et de montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de sa politique Ecoles et Université : à fin 2017, 128 étudiants sont ainsi accueillis par Bpifrance dans le cadre de contrats d'alternance ou de professionnalisation.
- Une politique de formation dynamique, à laquelle Bpifrance consacre 4,4% de sa masse salariale ; plus de 61 600 heures de formation ont ainsi été dispensées, en augmentation de 3% et 2357 collaborateurs (contre 1933 en 2016) ont bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année¹⁵.
- Un taux de turn-over en diminution, de 2,3% contre 2,5% en 2016 ¹⁶
- Un nombre moyen de jours d'absence pour maladie (hors longue maladie) stable au niveau de 3,5 jours, et un taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt de 1,09 , et de gravité de 0,01.¹⁷
- Un dialogue social marqué par la signature de 27 accords (contre 18 en 2016) -dont 14 sur Assurance Export- et deux accords Groupe : un avenant à l'accord Qualité de Vie au Travail, définissant le cadre du télétravail, le second sur la prorogation des mandats.

¹³ Et 2 CDD

¹⁴ Affectation analytique pour les collaborateurs de Bpifrance Financement, limité aux collaborateurs exerçant leurs fonctions au siège social pour l'Investissement

¹⁵ Données hors Assurance Export

¹⁶ Données hors Assurance Export

¹⁷ Données hors Assurance Export

Soucieux d'accompagner l'insertion des jeunes, en sus de son implication dans les écoles, universités et forums, Bpifrance s'est engagé par ailleurs, depuis 2015 dans le soutien à :

- Démon (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale)¹⁸, projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique.
- L'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...)

Gestion des impacts environnementaux des activités

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification « HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », obtenue en 2014, a été reconduite en 2017, au niveau EXCELLENT sur l'axe Bâtiment Durable et Gestion Durable.

Les points forts relevés, outre l'efficacité du management énergétique et du pilotage des consommations des équipements, concernent :

- L'installation d'un déshydrateur permet une réduction de cinq fois le volume des déchets du Restaurant d'Entreprise ainsi qu'une valorisation par fertilisants des résidus
- Des poubelles « intelligentes » sont en expérimentation pour un tri efficace des déchets
- La campagne de remplacement systématique des luminaires des circulations par des éclairages en led
- L'installation de sept ruches sur les toits des bâtiments
- L'aménagement de douches pour le confort des usagers (cyclistes et coureurs)
- Un renouvellement de l'air optimisé par le réglage des registres, le ré-équilibrage des réseaux ainsi que la mise en place de bouches de ventilation.

La démarche de certification HQE en exploitation du site de Drouot à Paris, majoritairement occupé par Bpifrance, sera menée sur 2018.

Les surfaces ou sites créés ou déménagés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant

¹⁸ Par une subvention annuelle de 85 000 euros

réalisées dans la volonté de meilleures performances. Le tri sélectif des déchets est mis en place sur les deux principaux sites de Paris et six sites en région (Amiens, Annecy, Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Marseille et Nancy).

Les mesures d'adaptation au changement climatique ont été prises sur les sites du siège social et les implantations du réseau réaménagées ou récemment déménagées, par exemple avec la mise en place de pompes à chaleur réversibles, de dispositifs permettant de réduire les consommations d'eau. Aucune des implantations de Bpifrance n'est située en zone à risques majeurs, notamment de consommation d'eau en raison de contraintes locales.

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, enveloppes réalisées par un CET, copieurs économes en énergie...) ; la lutte contre le gaspillage alimentaire est assurée par les gestionnaires des restaurants d'entreprise, pour les sites sur lesquels ils en est mis en place, notamment par affichage et le tri des déchets (papier, bouteilles, canettes, ...) est proposé aux utilisateurs ; un déshydrateur de déchets alimentaires a été mis en service en 2017, dont les produits alimentent une unité de méthanisation.

Les déplacements professionnels constituent la principale source d'émissions de gaz à effet de serre de Bpifrance.

Le plan d'actions du plan de mobilité, lancé au 3ème trimestre 2016, est en cours de déploiement.

Plusieurs mesures sont relatives à la flotte de véhicules, dont aucun n'émet plus de 120g de CO2 par km, et à son évolution :

- L'offre de véhicules pour Paris et le siège social comporte 4 véhicules électriques et 2 hybrides, un seul véhicule diesel de grande capacité
- Sur les 39 véhicules proposés aux collaborateurs du réseau à déplacements fréquents, 3 sont à essence, 17 avec boîte automatique, dont 3 électriques et 2 hybrides ;
- Des indemnités kilométriques sont en outre versées aux collaborateurs cyclistes sur justificatif.

La sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux s'appuie notamment sur des actions ponctuelles (par exemple à l'occasion de la semaine du Développement durable) et l'animation autour de la plateforme lancée à l'été 2016 « Votre geste au compteur », qui leur permet de mesurer les économies d'émissions de CO2 réalisées par des engagements simples au quotidien.

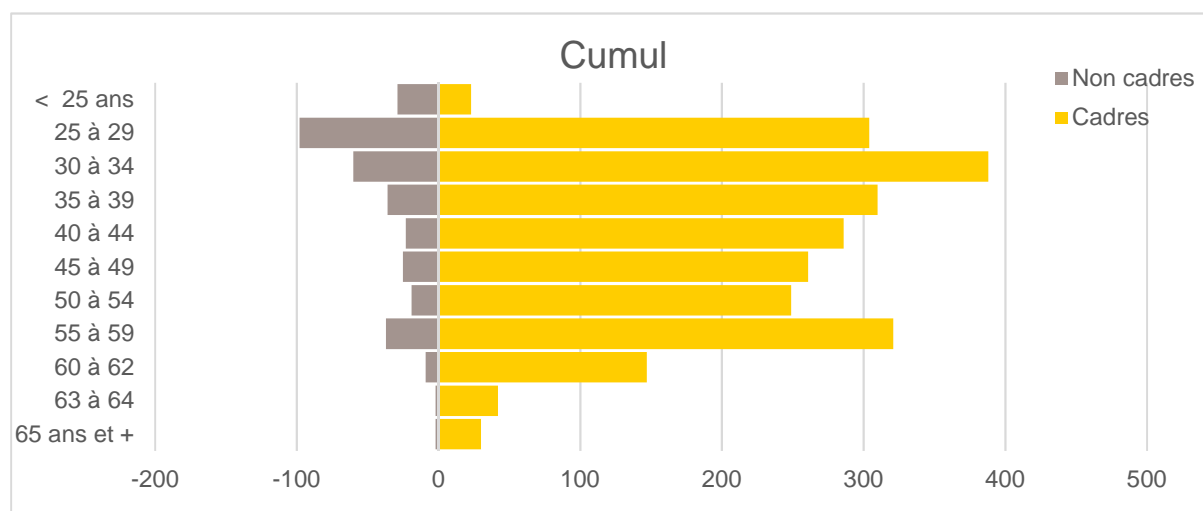
Les rejets dans l'eau sont inexistant, et ceux dans les sols peu significatifs, de par la nature même des activités de Bpifrance, qui ne sont pas de nature à en générer. De même, les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité ; afin de les minimiser encore, l'entretien des espaces verts étant réalisé sans pesticides sur le site principal de la société à Maisons-Alfort.

3.3.7.4 Indicateurs RSE

Indicateurs complémentaires ressources humaines Bpifrance

Evolution des effectifs au 31 décembre ¹⁹	2017	2016	EVOLUTION 2017 vs 2016
Effectif total	2701	2358	
Dont CDI	2699	2356	
Dont CDI Bpifrance Financement	2071	1995	+ 3,81%
Dont CDI Bpifrance Investissement	397	301	+9,97%
Dont CDI Bpifrance Assurance Export	231	-	
Dont cadres	2361	1989	
% de cadres	87%	84%	

L'effectif total prend en compte 231 collaborateurs de l'activité Assurance Export, amenée à Bpifrance au 1^{er} janvier 2017. A périmètre constant, les effectifs (Financement et Investissement) sont en augmentation de près de 5% par rapport à 2016.



¹⁹ Nombre de CDI, CDD, personnel rattaché et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2017 et 2016, hors Congés de Fin de Carrière et stagiaires, et hors détachements intra-groupe : 5 détachements de Bpifrance Financement vers Bpifrance Investissement

Départs hors détachés

2017			2016		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
165	154	17	180	154	3

Les départs comprennent ceux constatés pendant l'année 2017 sur l'activité Assurance Export (32, dont 27 CDI et 5 CDD). A périmètre constant (Financement et Investissement), les départs sont en diminution d'environ 8%, qui s'expliquent essentiellement par la diminution des départs en pré-retraite.

Montant des rémunérations (en euros) Financement et Investissement

2017	2016	Evolution
157 525 230	149 878 740	+ 5,1%

Les rémunérations à périmètre constant des activités Financement et Investissement ont augmenté de 5,1% au 31/12/2017 par rapport à leur montant au 31/12/2016, parallèlement à l'augmentation des effectifs.

Réunions des instances représentatives du personnel

	2017	Dont Assurance Export	2016
Comité d'entreprise	37	12	26
Délégués du personnel	31	9	24
Organisations syndicales et délégués syndicaux	55	35	27
Comité d'hygiène et sécurité	20	5	12

L'augmentation significative du nombre de réunions des instances représentatives du personnel résulte essentiellement de l'intégration d'Assurance Export, pour laquelle 14 accords ont été conclus sur l'année contre 7 sur Financement, 4 sur Investissement et 2 au niveau Groupe

Indicateurs environnementaux

Energie et émissions de CO₂

Consommations d'énergie sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
(kWh)	2017	2016	Evolution
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	5 283 038	4 990 901	+5,9%
<i>Ramenée au m² occupé</i>	<i>184,1</i>	<i>178,3</i>	<i>+3,3%</i>
AUTRES IMPLANTATIONS	4 186 229	3 911 918	+7%
TOTAL	9 469 267	8 902 819	+6,4%
<i>Ramenée au m²</i>	<i>104,4</i>	<i>101,9</i>	<i>+2,3%</i>

Emissions de CO ₂ (en kg _{éq} CO ₂) liées à la consommation d'énergie facturée ²⁰ sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
	2017	2016	Evolution
Emissions de CO ₂ Siège social (Le Vaisseau)	567 917	525 038	+8,2%
AUTRES IMPLANTATIONS	343 271	320 777	+7%
TOTAL	911 188	845 805	+7,7%
<i>Ramenées au m²</i>	<i>10</i>	<i>9,7</i>	<i>+3,6%</i>

Les consommations d'énergie et émissions de CO₂ sont suivies depuis 2015 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité, à l'exception des bureaux de La Réunion, de La Guadeloupe et de Bruxelles, ainsi, pour 2016 que de Cayenne, dont les surfaces sont exclues des m² occupés dans les ratios de consommation et d'émissions au m².

Les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

- PERIMETRE : les consommations d'énergie (électricité et gaz le cas échéant) sont réparties entre les entités opérationnelles du groupe Bpifrance (Financement, Investissement et Assurance Export), selon une clé de répartition qui prend en compte pour l'essentiel le nombre de collaborateurs sur les sites. Le siège social intègre la surface supplémentaire de 702m² du Campus (équipe Formation, salles et équipements dédiés)
- La consommation d'énergie totale 2016 a été corrigée pour intégrer les données actualisées après réception des factures (+3% sur les AUTRES IMPLANTATIONS)

²⁰ Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

- Les données 2017 sont fournies sur le périmètre des factures reçues à la date du 19 février 2018; les consommations non facturées ont été retenues, pour quelques sites concernés, pour le même volume que celles de la période correspondante de l'année précédente.

Déplacements professionnels

Emissions de CO ₂ (en kg _{éq} CO ₂) résultant des déplacements professionnels Bpifrance							
-	Bpifrance Financement		Bpifrance Investissement		Bpifrance Assurance Export	TOTAL (dont Bpifrance)	EVOLUTION Bpifrance hors Assurance Export
	2017	2016	2017	2016	2017	2017	
TRAIN	11 850	21 041	6 077	9 491	630	18 603	NS*
AERIEN	515 784	500 808	262 945	101 372	60 757	848 841	PS**
Flotte véhicules	1 387 178	1 396 991	83 419	156 033	53 637	1 524 234	-5%
Taxis/Locations	2 615	3 486	7 580	9 276	ND	10 521	
TOTAL	1 917 426	1 932 939	360 021	290 294	115 025	2 402 199	NS***

Les émissions des déplacements professionnels automobiles sont stables. Pour mémoire, les véhicules concernés sont mis à disposition des collaborateurs appelés à se déplacer fréquemment, pour rencontrer clients et partenaires.

La comparaison des postes de déplacements en train ou en avion est toujours difficile, en raison la rupture dans la collecte des informations en 2016 ; le prestataire unique de voyages ayant changé au 1er juillet, les données des transports en train fournies par la SNCF avaient été retenues pour l'année (hors trajets européens et internationaux), celles d'Air France KLM principal opérateur, retenues pour le 1er semestre, celles du 2ème semestre ayant été collectées auprès du nouveau prestataire de voyages.

Les facteurs d'émission des principaux opérateurs (SNCF et Air France KLM) et de ce prestataire diffèrent sensiblement. Le parti a été pris, pour 2017, de ne présenter que les données transmises par le prestataire, afin de disposer sur 2018 d'éléments fournies sur une base méthodologique homogène sur les deux années consécutives.

*NS comparaison non significative ; les facteurs d'émission du prestataire sont nettement inférieurs pour 2017 à ceux de la SNCF.

**PS comparaison peu significative, les facteurs d'émission n'étant pas identiques

NS*** comparaison non significative au regard de l'hétérogénéité des facteurs d'émission et trajets retenus pour les transports en train et aériens.

Papier

Consommation de papier ²¹ (tonnes) Bpifrance SA			
	2017	2016	Evolution
Bpifrance Financement	94,4	111,6	-24%
Bpifrance Investissement	9,5	14,8	-35,7%
TOTAL	104	126,4	-17,7%
Bpifrance Assurance Export	6		
Consommation par personne ²² (kg)	40,7	53,6	-24%

La consommation de papier diminue très sensiblement, de près de 18% en tonnage à périmètre constant Financement et Investissement ; cette diminution est à nuancer, les tonnages étant calculés sur la base des commandes passées et facturées sur l'année civile, et non sur les consommations effectives qui ne peuvent être matériellement suivies.

La diminution constatée sur les derniers exercices se confirme néanmoins.

Eau

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données. La consommation d'eau relevée, ramenée au m² occupé par Bpifrance, est en diminution par m² occupé, après intégration de la nouvelle surface constituée par le Campus (dédié à la formation) dont les travaux avaient été réalisés pendant l'année 2016.

Consommation d'eau			
	2017	2016	Evolution
Consommation relevée en m ³	12 738	11 268	
Surface occupée	28 691	27 989	
Consommation en m ³ par m ² occupé	0,33	0,40	-18%

²¹ Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs

²² Effectif total

Déchets

Le périmètre mesuré est toujours limité au siège social à Maisons Alfort.

Une étude des modalités de tri et de suivi des déchets sur les autres sites, en fonction des modalités de leur utilisation et de l'organisation des locaux, sera réalisée sur 2016, en vue de l'élargissement du périmètre.

Déchets site Le Vaisseau			
Type de déchets (en tonnes)	2017	2016	Evolution
Déchets d'activité	136,3	149,8	-
Déchets de maintenance	0	0	
Déchets travaux	0	0	
TOTAL	136,3	149,8	-9%

% de valorisation des déchets site Le Vaisseau		
	2017	2016
Matière	34	50
Energétique	66	50